

### FAITS SAILLANTS

- Un an après l'expiration du PNRE, plus de 120 000 personnes ont déjà traversé la frontière haïtiano-dominicaine, selon OIM ;
- Plus de 150 000 personnes ont bénéficié des programmes de réponse à l'épidémie de choléra mis en œuvre par les Nations Unies au cours des deux derniers mois ;
- Entre mars et juin 2016, Les programmes de retour ont permis de relocaliser environ 1400 personnes déplacées; il reste encore environ 61 000 personnes vivant dans 33 sites ;
- Les acteurs humanitaires ont renforcé les programmes d'aide alimentaire en vue de répondre à l'insécurité alimentaire qui frappe sévèrement 1,6 millions de personnes.



### Au sommaire

- Situation binationale P.1
- Epidémie de choléra P.2
- Camps et déplacés P.4
- Insécurité alimentaire P.4

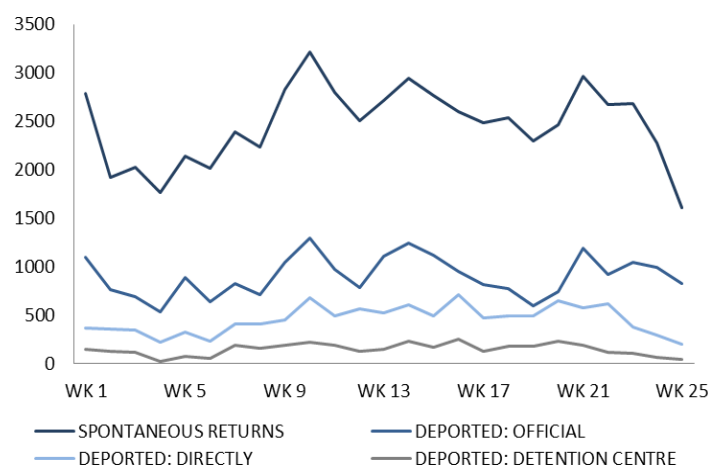
## Situation binationale : une année après, la situation des personnes retournées reste inquiétante

**Depuis juin 2015, un nombre croissant de migrants ont été déportés ou sont retournés volontairement en Haïti depuis la République Dominicaine. OIM a interviewé plus de 120 000 personnes sur une base volontaire.**

Depuis que le plan national de régularisation des étrangers (PNRE) en République Dominicaine a pris fin en juin 2015, beaucoup d'étrangers dans ce pays et en particulier des milliers de haïtiens se sont retrouvés du jour au lendemain en situation irrégulière et sans pratiquement de droits. Les mouvements de retour ont alors commencé, certains sous la forme d'expulsion ou de reconduite à la frontière ou encore des retours plus ou moins volontaires et ou spontanés.

Face à cet afflux, le Gouvernement haïtien, avec l'appui des partenaires humanitaires ont mis en place un plan de contingence Inter-agences en mai 2015 afin d'assister et accompagner entre 20 000 et 30 000 personnes retournées. Le plan a notamment permis de répondre aux premiers besoins des retournés en mettant à leur disposition un petit kit de retour et un mécanisme basique d'enregistrement et d'acheminement dans leurs zones d'origine.

### Le monitoring de la frontière et la collecte des données, des défis toujours bien réels



Tendances des mouvements observés par semaine en 2016  
Source : OIM, SitRep Monitoring de la frontière, 30 Juin 2016

Un travail de monitoring des frontières a par la suite commencé sous le leadership d'IOM et avec l'appui financier d'OCHA et de l'USAID. Les données collectées par ce mécanisme sont les plus fiables à ce jour concernant cette problématique. Mais il est important de noter que ce mécanisme n'enregistre qu'une portion des personnes arrivant de la République Dominicaine tellement les frontières entre les deux pays sont poreuses. D'autres

acteurs comme le GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés) et le Service

### CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps	61 000
Source: DTM, Janvier 2016	
Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (1 <sup>er</sup> Janv. au 28 mai 2016)	16 822
Source: MSPP	
Nb. de décès dus au choléra (1 <sup>er</sup> Janv. au 28 mai 2016)	168
Nb. de personnes en insécurité alimentaire	3,6 m
Source: CNSA	
Nb. de personnes en insécurité alimentaire sévère	1,5 m
Source: CNSA	
Nb. d'enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Globale	131 405
Source : Unicef	

Jésuite aux Migrants (SJM) complètent le dispositif de monitoring et jouent un rôle important dans le décompte des retours aux plusieurs entrées officielles et non officielles à la frontière. En outre, la faible capacité des services étatiques à la frontière n'a pas permis que ce travail de monitoring, qui est fait maintenant depuis plus d'un an par les acteurs humanitaires, soit systématiquement intégré aux systèmes nationaux.

### Des milliers de personnes à risque d'apatridie

Ainsi avec le retour de ces milliers de personnes en Haïti, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) en collaboration avec IOM et les autres acteurs engagés dans la réponse, a procédé à la vérification de l'identité des personnes retournées pour notamment s'assurer que les cas de déportation vers Haïti des personnes qui pouvaient prétendre à la nationalité dominicaine (la plupart sont des enfants nés en République Dominicaine) soient prises en charge. Depuis le début de cette crise, 1,641 enfants présumés non accompagnés ont été identifiés et 1,006 référés à l'Unicef et IBERS (Institut pour le Bien Etre Social) ont été confirmés et assistés. Par ailleurs, 1,582 ont été déjà identifiés par le HCR comme pouvant être rapatriés en République Dominicaine. Ce travail de vérification se poursuit et le HCR s'est engagé dans le plaidoyer pour demander aux deux gouvernements Haïtiens et Dominicains de se pencher sur la question et éviter qu'il n'y ait des personnes apatrides entre les deux pays.

### Plus de 2 200 retournés ont bénéficié d'un projet de relocation à Anse à Pitres

Immédiatement après le début des mouvements de retour depuis la République Dominicaine, 6 sites spontanés s'étaient créés dans la ville et aux alentours de Anse à Pitres. Pour répondre à cette situation, un financement CERF a été accordé par OCHA à OIM pour relocaliser ces populations en ligne avec la politique du gouvernement de ne pas fixer les personnes dans les sites.

Entre mars et avril 2016, les quelques 2 200 personnes retournées de la République Dominicaine qui vivaient dans des conditions précaires dans les 6 camps de fortune à Anse-à-pitres, ont ainsi bénéficié d'une assistance pour leur relocalisation dans les zones de leur choix.

Les familles relocalisées ont bénéficié d'une année d'assistance pour la location d'une maison de leur choix remplissant les normes minimales établies par OIM.



Site de retournés à Anse-a-Pitres avant le projet de relocation  
Photo credit : OCHA Haïti

### Environ 130 000 ressortissants haïtiens encore à risque d'expulsion à la fin de leur permis de séjour d'un an au 18 juillet prochain.

Le second semestre de l'année 2016 verra un nombre non négligeable de ressortissants haïtiens, qui avaient bénéficié d'un permis de séjour d'une année dans le cadre du Plan National de Régularisation des Etrangers (PNRE), avoir leur document qui expire le 18 juillet prochain. Selon les estimations des organisations des droits de l'homme travaillant sur la problématique, c'est près de 130 mille ressortissants haïtiens qui sont concernés par la fin de ce permis de séjour faisant craindre encore une nouvelle vague de déportation, expulsion ou retour spontané vers Haïti. Les immigrants haïtiens concernés par cette mesure doivent impérativement régulariser leur situation avant cette date et doivent pour cela présenter une série de documents officiels pas toujours facile à obtenir (par exemple : ancien permis temporaire, certificat de non antécédent pénal, examen médical) et s'acquitter des frais pour le renouvellement (14 000 Pesos soit 305 USD par personne).

*Le future de plus de 130 000 haïtiens, qui avaient reçu un permis temporaire de vivre et travailler en République Dominicaine pour un an, est incertain. La communauté humanitaire est inquiet alors que la date d'expiration de ces permis approche.*

## Des financements encore insuffisants

Pour répondre à la situation humanitaire générée par ce retour massif de personnes en Haïti, le gouvernement Haïtien appuyé par la communauté internationale a lancé le Plan de Réponse Humanitaire 2016 en avril dernier et dans lequel, la réponse à la question binationale est aussi incluse. Ainsi, les partenaires humanitaires sollicitent un budget de 20.6 million de dollars américains pour mettre en œuvre des activités de protection et d'assistance humanitaire pour près de 120.000 personnes rentrées ou susceptibles de rentrer en 2016. Au 26 Juin 2016, seulement 3.9 million de dollars américains avaient été mobilisés essentiellement pour des actions de protection mais ces financements ne suffisent pas encore pour couvrir tous les besoins. Un travail de plaidoyer est en cours pour élargir la liste des donateurs potentiels et ainsi toucher notamment des donateurs non-traditionnels, des donateurs émergents, la diaspora, les célébrités ainsi que des mécanismes nouveaux de financement tel que les donations privées ou individuelles.

## L'ONU intensifie la réponse à l'épidémie de choléra

### Plus de 150 000 personnes ont bénéficié des projets de réponse cholera au cours des derniers mois

En dépit des nombreux efforts consentis par les autorités sanitaires et leurs partenaires de la communauté humanitaire, le cholera reste une préoccupation humanitaire majeure en Haïti. Avec plus de 16 000 cas enregistrés depuis le début de l'année, le pays continue d'enregistrer le plus grand nombre de cas de choléra dans l'hémisphère nord.

Cette situation persistante est tributaire notamment au fait que la moitié de la population haïtienne et plus particulièrement les plus vulnérables, n'ont pas accès à l'eau potable et à un environnement salubre (UNICEF). Les fortes pluies du mois de mai, ajouté au nombre réduit des équipes de réponse causé par un manque de financement, ont eu également pour conséquence une recrudescence de la maladie particulièrement dans les départements du Centre et de l'Ouest.

Dans ce contexte, le maintien de la mobilisation des acteurs nationaux et internationaux pour assurer une réponse rapide et efficace à chaque flambée reste fondamental. Il reste également important, dans l'objectif de lutter contre l'épidémie et de réduire les risques des maladies hydriques, que les acteurs travaillent à l'amélioration des conditions d'assainissement et d'accès à l'eau potable dans le pays, particulièrement dans les endroits les plus affectés.



Une femme et son fils remplissent un seau à un point d'eau à Los Palmas en Haïti.

Photo credit: Logan Abassi/MINUSTAH

En ce sens, les Nations Unies, notamment l'UNICEF, la MINUSTAH, OIM, l'OPS/OMS et les différents ONGs, ont intensifiée au cours des derniers mois les actions de réponse à l'épidémie notamment dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Plus de 150 000 personnes ont été bénéficiaires de ces initiatives.

Dans les communes de Los Palmas, Guebo et Jacob (Centre) ou désormais, plus de 30 000 personnes ont eu accès à l'eau potable grâce à la concrétisation d'un projet promis par le Secrétaire général des Nations Unies à la communauté lors de sa visite en Haïti en juillet 2014, le combat contre le choléra et les maladies hydriques est en train d'être gagné. Ce projet entre dans le cadre de la Campagne d'assainissement du gouvernement et vise à soutenir Haïti dans la lutte contre le choléra en vue d'avancer vers l'Objectif de Développement Durable numéro 6 qui est celui d'assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement universel.

*Les points d'eau potable installés par la MINUSTAH dans les localités de Los Palmas, Guebo et Jacob vont aider à réduire l'incidence du cholera dans la zone.*

La section Affaires Civiles de la MINUSTAH continue à travailler sur 20 projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, santé et d'hygiène (pour un montant de 1,1 million de dollars) au profit de 329 772 personnes (directement et indirectement) dans 7 des 10 départements du pays.

Dans le cadre de la Campagne Nationale d'Assainissement, l'UNICEF et la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA) ont réalisé un système d'adduction d'eau rural à Mirebalais au profit de 2 677 personnes tout en améliorant les structures d'assainissement et d'accès à l'eau des deux centres de santé et de six écoles (1 500 enfants) aux alentours.

L'organisation Panaméricaine de la santé (OPS/OMS), en appui au Ministère de la santé publique et de la population, a procédé à la distribution des kits d'hygiène et de matériel médical dans tous les départements. Elle a également soutenu la deuxième session de vaccination dans la municipalité d'Arcahaie, au profit de 118 000 personnes. L'organisation continue à renforcer la surveillance de la qualité de l'eau dans 20 institutions de santé dans le pays, dont la capitale Port-au-Prince, et a aidé les institutions sanitaires à mettre en place des normes pour les interventions sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la gestion des déchets.

### La mobilisation des ressources : une priorité

Afin de poursuivre la réponse, l'Equipe Humanitaire Pays continue de mobiliser des ressources financières. Dans le cadre du plan de réponse humanitaire 2016, seulement 8,7 des 20,3 millions de dollars américains demandés ont été reçus. Etant donné que la période cyclonique démarrée au début du mois de juin, constitue une période habituellement sensible ou d'importantes flambées peuvent être enregistrées, le déficit de financement doit être comblé pour permettre aux acteurs humanitaires de sauver un maximum de vies en évitant la transmission de la maladie par la réponse rapide aux alertes.

D'octobre 2010 à mai 2016, l'Organisation des Nations Unies a mobilisé directement plus de 59 millions de dollars pour la mise en place de 291 initiatives (projets et programmes) pour la réponse rapide et la réponse sur le long terme. Ce financement a permis de lutter contre les causes profondes de l'épidémie par le renforcement des structures d'eau potable, assainissement et hygiène (WASH), des services de santé accessibles et de qualité et le renforcement des capacités. En plus de tous ces efforts, l'élimination du cholera reste une priorité dans le cadre des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

## Plus de 61 000 personnes vivent encore dans des conditions difficiles dans les camps de déplacés internes après le séisme de 2010

### Les programmes de retour ont permis de relocaliser environ 1400 personnes entre mars à juin 2016

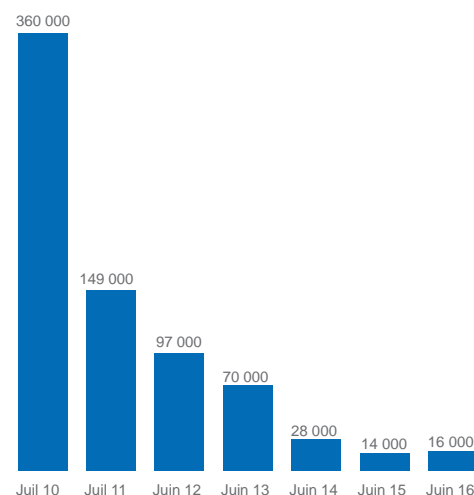
Selon le dernier DTM (Matrice de suivi des déplacements) publié par OIM environ plus de 61 000 personnes (16 497 familles) vivent encore dans 33 sites de déplacés ou les conditions de vie restent difficiles.

Cela représente une diminution de 95.4% du nombre de personnes déplacés par rapport au mois de juillet 2010 où l'on comptait 1,5 millions de personnes déplacées. Durant cette période de mars à juin 2016, les programmes de retour ont contribué à la fermeture de 3 camps et à la relocalisation de plus de 268 familles (1400 personnes). Ces programmes rentrent dans le cadre des efforts visant à fermer définitivement les camps de déplacés.

La situation de ces familles pourrait s'aggraver avec les pluies qui vont s'abattre sur le pays au cours de la saison cyclonique. La plupart des camps restant sont très vulnérables aux phénomènes hydrométéorologiques. Certains camps sont peu résistants aux forts vents et aux pluies. Il y a aussi un risque évident de propagation du choléra vu que les conditions sanitaires dans les camps de déplacés ne sont plus adéquats.

*A ce jour, plus de 95% des personnes déplacées suite au tremblement de terre ont été relocalisées. Malgré cela, il y a encore plus de 61 000 personnes qui sont encore dans 33 camps et ont besoin des services de base en attendant des solutions durables.*

Dans le premier semestre de 2016, d'importants services ont été assurés pour les populations encore déplacées vivant dans le reste des camps. Le CCCM rapporte que plus de 18 milles personnes ont reçu une assistance durant cette période, inclus 3 225 personnes qui ont bénéficié des programmes d'amélioration des moyens de subsistance et 10 751 qui ont bénéficié des programmes d'assainissement et d'amélioration des sanitaires. Mais malgré tout, la communauté humanitaire est encore loin d'avoir atteint toutes les personnes encore dans le besoin dans les sites.



Nombre de familles déplacées suite au tremblement de terre.

En attendant la fermeture définitive des camps, le plan de réponse humanitaire lancé en avril dernier sollicite 29,6 millions de dollars américains afin d'y assurer un minimum de protection et de services de base. Sur ce montant, seulement 8,5 millions ont été reçus à ce jour. Les acteurs humanitaires continuent le plaidoyer pour la mobilisation des ressources adéquates pour poursuivre les activités d'assistance humanitaire et d'appui à la relocalisation des personnes déplacés.

## L'aide alimentaire d'urgence intensifiée en réponse à l'insécurité alimentaire qui affecte 3,6 millions de personnes

La situation de sécheresse les deux dernières années ayant engendrée des pertes allant jusqu'à 70 pour cent de la production locale, a aggravé la situation de l'insécurité alimentaire au cours des derniers mois. Avec une population de plus de 10 millions de personnes, Haïti enregistre environ 3,6 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, dont 1,5 millions en situation critique nécessitant une aide d'urgence immédiate.

Face à cette situation, les acteurs humanitaires se sont mis d'accord d'accorder une priorité aux interventions humanitaires dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Sur les 193 millions de dollars américains demandés en avril 2016 dans le cadre du plan de réponse humanitaire, environ 105 millions (Près de 60 pour cent) sont alloués uniquement à ce secteur. Environ 30 pour cent (soit 31 millions) ont été reçus de ce montant.

Ces financements ont permis aux acteurs humanitaires d'intensifier leur programme d'aide alimentaire afin de répondre aux besoins les plus critiques et immédiats des populations vulnérables.

Le PAM notamment, grâce aux financements de l'Union Européenne (5,6 millions), du Canada (1,3 million), de la Suisse (1,2 million) et des Etats-Unis (11,1 millions), a poursuivi son opération d'urgence qui vise à apporter une assistance directe à 300 000 personnes. Le PAM a pu organiser des distributions qui ont commencé en avril pour les personnes les plus affectées. Cette initiative rentre dans le cadre du programme d'assistance humanitaire du PAM qui vise à appuyer plus de 1 million de personnes sur une période de 6 mois dans les zones du pays les plus affectées par l'insécurité alimentaire.

D'un autre côté, la France a fait état du renforcement de son appui au programme de cantines scolaires par l'entremise d'un programme d'aide humanitaire qui vise notamment à renforcer la production locale et à soutenir la politique nationale d'alimentation scolaire. « Afin de garantir des revenus aux agriculteurs haïtiens, la France a été le premier partenaire d'Haïti à affecter la totalité de ses crédits d'aide alimentaire à un programme d'achats de productions locales. Plus de 12 000 tonnes de produits locaux ont ainsi été achetées auprès de 7 500 petits producteurs haïtiens entre 2005 et 2015, soit 11 985 tonnes de céréales (riz et maïs moulu) et 55 tonnes de légumineuses (haricot

et pois d'Angole) » pouvait-on lire dans un communiqué de presse de l'Ambassade de France en Haïti rendu public le 13 juin 2016.

D'autres programmes financés notamment par les Etats-Unis, comme par exemple le programme Kore Lavi à travers USAID, sont en cours d'exécution. Le programme Kore Lavi vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables en Haïti en favorisant l'accès aux aliments locaux.

## Des initiatives locales contribuent à améliorer le statut nutritionnel des enfants et des femmes enceintes



Bénéficiaires du projet de nutrition à Croix des Bouquets.  
Photo credit: OCHA Haïti

La situation de la malnutrition au pays reste également très préoccupante avec plus de 130 000 enfants souffrant de malnutrition aigüe globale. Plusieurs initiatives locales sont en cours dans des communautés affectées. À Croix des Bouquets, où la pauvreté est à la base de plusieurs centaines de cas de malnutritions, le Foyer Saint François d'Assise met en œuvre depuis septembre 2013 un programme de nutrition au profit des enfants de 2 à 5 ans. Les cas dépistés sont suivis minutieusement par une équipe multidisciplinaire qui assure une prise en charge quotidienne. Des dizaines d'enfants mal nourris ont été traités grâce à ce centre qui a adopté un programme innovateur de nutrition développé au Brésil, et ayant aidé des milliers d'enfants à survivre de la malnutrition dans ce pays.

Le projet met aussi une attention particulière à l'éducation/sensibilisation des mères qui parfois ne savent pas comment donner une alimentation équilibrée à leur enfants afin d'éviter la malnutrition et d'autres maladies. Le centre dispose aussi d'une équipe d'auxiliaires de santé qui rendent visite aux familles des enfants mal nourris pour s'assurer que les familles poursuivent les traitements qui leur ont été prescrits.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Widlyn Dornevil**, chargé de l'information publique, [dornevil@un.org](mailto:dornevil@un.org), (509) 3702 5182

**Alix Nijimbere**, chargé du reporting humanitaire, [nijimbere@un.org](mailto:nijimbere@un.org), (509) 3702 5790

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux : [@OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti) | [f OCHAHaiti](https://www.facebook.com/OCHAHaiti)